

Grand Moyen-Orient, vaste chaos

Il faut revenir sur ce « remodelage » impérial que l'équipe dirigée par Georges Bush prétend promouvoir, avant les échéances électorales américaines, sous l'appellation générique de « Grand Moyen-Orient ». Washington s'est mis en tête, sous l'influence d'idéologues forcenés, d'imposer – inutile de se demander ci de quel droit, tant l'arrogance de l'imperium fait fi de toute mesure – l'uniformisation forcée d'un ensemble dont le principal « dénominateur commun » présumé est de s'accorder, en apparence, aux fractures supposées de l'histoire du monde, imaginées sous la forme de chimères idéologiques par Samuel Huntington dans ses spéculations sur le prétendu « choc des civilisations ».

Ces politiques américaines dont les effets prennent corps en Mésopotamie depuis l'occupation de l'Irak tendent, sous des formes diverses, à instituer le communautarisme et le « tribalisme modernisé » - reconstruits à l'aune des délires idéologiques culturalistes et essentialistes mêlés de bricolages empiriques comme principes fondamentaux de l'organisation politique des sociétés, de l'Atlantique aux confins de la Chine. Leur histoire et leur nature réelles niées, ces sociétés – au futur prévisible réduit à un état de fragmentation permanente, et dont le seul lien organique deviendrait celui de leur soumission à l'imperium – sont arbitrairement confondues en un même amalgame, par l'affirmation simpliste de leur appartenance à « l'aire musulmane ».

Ce « Grand Moyen-Orient » ainsi assimilé au « monde islamique » est aujourd'hui jugé par décret impérial en « *situation d'échec* » – mais selon quelle unité de mesure, mis à part les oukases de Bernard Lewis, et sauf à considérer que la chute de l'URSS, et l'émergence de l'empire américain qui donne aussi des ailes à ses affidés, peut réhabiliter le principe barbare de l'Empire romain « *Malheur aux vaincus* » ?

Il constituerait une « *région dysfonctionnelle* » (pour les intérêts de l'Empire, bien évidemment !), et aurait « besoin d'une thérapie de choc »... dont la potion amère toujours en cours d'administration en Irak, serait le prototype. Cette fuite en avant fondée sur le « principe Noriega¹ » (« *nos acolytes d'hier retournés et diabolisés peuvent à bon dos faire oublier nos propres responsabilités et nos propres turpitudes* ») omet de rappeler, bien évidemment la responsabilité américaine dans les pétrifications politiques qui ont paralysé la région, responsabilités relayées par des élites locales » très tôt américanisées.

L'entreprise d'ingénierie géopolitique qu'entendent mener les mécaniciens de Washington sous le titre générique de « Grand Moyen-Orient » est inspirée, il faut le rappeler, des thèses imaginées dès 1940 par l'Orientaliste Bernard Lewis², inventeur d'un « arc de crise » (allant à l'époque de la Turquie à l'Afghanistan, et dont l'objectif était la déstabilisation de l'Union Soviétique), et des travaux d'Oded Yinon, un conseiller du gouvernement de Menahem Begin révélés par un document intitulé « *Une stratégie pour Israël dans les années 80* » initialement publié dans le numéro 14 (février 1982) de *Kivunim*, la revue du département de propagande de l'Organisation sioniste Mondiale³.

Devenu l'un des plus ardents adeptes de Lewis, l'actuel président américain prétend que les Etats-Unis « *ne peuvent plus* » maintenir le « statu quo » dans la région. A l'instar de leurs prédécesseurs penchés à la fin du 19^{ème} siècle sur l'Empire ottoman – cet « homme malade » que les « médecins », c'est à dire les puissances européennes associées au sein de l'Administration de la Dette Ottomane s'acharnaient, non à soigner mais à tuer – les bons docteurs du 21^{ème} siècle à Washington ont diagnostiqué dans les pays atteints par la « pathologie », des fortes poussées d'autoritarisme, et d'absence de liberté. Comme si les « thérapies » et « les remèdes » imposés avec la complicité des « élites locales » depuis la découverte du pétrole, étaient étrangers aux maux dont souffrent les sociétés et les peuples concernés longtemps contraints de se plier à la fêrulle de « salauds, mais de salauds à nous », comme se plaisait de dire dans les années soixante-dix, un éminent responsable dans la capitale américaine.

¹ Du nom de ce dictateur panaméen qui plus de quinze années durant fut le relais fidèle de la politique américaine très brutale en Amérique Centrale et qui pourrit aujourd'hui dans une prison américaine pour « trafic de drogue »...

² Cf. R. el-Kareh, *Laisse-moi le tuer*, in REP, Hiver 2004.

³ Cf. REP N° 5, automne 1982, pp.74-83.

Les dirigeants américains veulent faire avaliser, par le G8⁴, le nouvel avatar de leur projet de mainmise sur ce qu'ils considèrent être la « région centrale » du monde, en l'habillant des défroques de la *démocratie* dans sa version d'exportation musclée étasunienne - idée dont l'essence et le sens sont aujourd'hui profondément dénaturés, sous l'effet des voies de fait infligées par les manipulations, l'instrumentation des crises, et les guerres polymorphes de l'empire américain. Le dispositif militaire du Pentagone concernant cette région est révélateur de l'importance stratégique donnée à ce dessein : c'est du commandement central (Central command, dit Centcom) qu'elle relève, et le ministère américain de la Défense envisage d'en transférer l'état major de Tampa, en Floride, vers... l'Irak, c'est dire !

Passons, pour l'instant, sur cette fraction d'Amérique, aujourd'hui dominante, qui veut présenter le nouvel empire comme le « vaisseau-mère » ultime de l'humanité. Qui veut la punir si elle se rebiffe et renâcle à se plier à la règle des deux poids et deux mesures et au principe de soumission à l'intérêt dit « national américain » quand bien même celui-ci à supposer qu'il fut réellement l'expression de l'intérêt du peuple des Etats-Unis, ce qui reste à démontrer lorsque l'on sait le poids de lobbies sectaires et égoïstes dans ce pays - menacerait l'existence humaine elle-même, par son refus de se plier à des règles de sécurité multilatérales, comme dans le cas de l'effet de serre, pour ne citer que ce seul exemple. Qui veut se présenter en modèle idéal d'organisation sociale, en postulant le principe, en postulant le principe que la paille dans l'œil du voisin est bien plus inquiétante que la poutre dans le sien propre. Passons aussi, pour l'instant sur les mécanismes de production industrielle du mensonge, dont les guerres anglo-saxonnes de Mésopotamie et leurs corollaires ont été à la fois le terrain d'application et le révélateur. Passons également, sur les convergences, qui commencent à poindre sur le fond – au-delà des formes brutales (hard) ou douceâtre (soft) qui peut caractériser les pratiques respectives des « néoconservateurs » ou des « néolibéraux » de Washington – et qui confirme l'ancrage progressif Etats-Unis, par delà les jeux politiques et politiques, dans une fonctionnalité impériale structurelle.

Que signifie-donc ce « Grand Moyen-Orient » ?

Constatons d'abord que l'appellation en elle-même est la version remaniée d'un tropisme anglo-saxon historique. Tout part du centre hégémonique et y revient. *Proche-Orient, Moyen-Orient et Extrême-Orient* sont des dénominations impériales forgées par l'histoire des relations des empires européens puis de l'empire américain avec cette partie du monde. Ces appellations sont évolutives mais tendent toujours à escamoter la reconnaissance des appellations autochtones historiques, pour y substituer des dénominations à caractère ethnocentriste. Les tribulations des « représentations » (dans tous les sens du terme) de la Méditerranée, depuis la fin du système des blocs en 1990, en sont un exemple. Tirillée dans tous les sens, *la Mer Blanche médiane* (« *al bahr al abiad al moutawasset* » des Arabes) perd ses points cardinaux. Ballottée entre les nostalgies « littéraires » à prétention politique, les manœuvres à très courte vue visant à la subdiviser en deux sous-portions – « la Méditerranée orientale » et la « Méditerranée occidentale » – au gré des contraintes de politique locale (effets des immigrations) et / ou étrangères (la question de Palestine par exemple) et la volonté d'en faire le pendant de l'Alena et du Rio Grande par une Europe prise de court par le basculement du monde consécutif à l'effondrement de l'URSS, elle est livrée à une guerre des riverains, sont les derniers sollicités, lorsqu'ils ne participent pas eux-mêmes, par inconscience, paresse intellectuelle ou intérêt égoïste à très courte vue, aux fragmentations en cours.

Cette valse des appellations n'est pas la première dans l'histoire régionale. Souvenons-nous que dans le maëlstrom que fut la fin de l'Empire Ottoman – progressivement replié par contraction sur l'espace turc, à partir du traité de San Stefano puis du congrès de Berlin de 1878, et parallèlement au renouveau intellectuel du monde arabe moderne au dix-neuvième siècle avec le mouvement dit de la *Nahda*, l'expansion coloniale européenne vit l'actuel Maghreb être affublé des appellations successives d'*Afrique Blanche* puis d'*Afrique du Nord*.

La Notion du « Grand Moyen Orient » ouvre à l'Empire Américain plusieurs perspectives. Le flou qui l'entoure ajouté au pragmatisme opportuniste qui double les idéologies qui essaient à Washington peut donner au projet des variantes multiples mais convergentes. Il permet, en tout état de cause, par une logique inaugurée, dans la période contemporaine sous Nasser, de nier l'existence d'une personnalité

⁴ Quelle légitimité peut avoir une telle caution donnée par cet assemblage des grands Etats industriels autoproclamés maîtres-administrateurs de la planète ?

historique (d'ailleurs en perpétuel devenir) propre au « monde arabe » – monde distinct, faut-il le rappeler, de ses propres représentations, notamment la notions de *oumma*, même s'il peut les recouper.

De cette négation de la personnalité historique et culturelle arabe (distincte, à son tour, de ses composantes religieuses) en découle une autre, autrement importante, celle d'un rejet de sa cohérence et de son unité politique, même à minima, dans le cadre actuel de la Ligue Arabe. Cette négation de l'existence politique arabe en construction (au même titre, de son principe, que l'utopie européenne) est au cœur du projet de « Grand Moyen-Orient ». Washington a d'ailleurs fortement encouragé, notamment au cours de la dernière décennie, plusieurs micro monarchies, notamment pétrolières, à exacerber les tensions centrifuges afin d'affaiblir le potentiel minimal de cohérence politique arabe. Il y a matière à lire ainsi, sous un tel angle, la fin de non recevoir américaine (et israélienne) opposée à l'initiative de paix globale lancée par le prince héritier d'Arabie Saoudite, le prince Abdallah lors du sommet arabe de Beyrouth : c'est la possibilité, l'éventualité même d'une position arabe unifiée minimale qui se trouvait rejetée, car par sa *logique d'association*, elle avait déjà à l'encontre des *logiques de dislocation* de la stratégie américaine pour une région considérée par Washington comme vitale pour son hégémonie planétaire. C'est d'ailleurs à partir de ce moment que les projets de démembrement de l'Arabie proprement dite furent révélés au grand jour par les idéologues et les stratèges du Pentagone.

Cette négation de l'existence politique autonome du monde arabe permet de le noyer dans un ensemble flexible et idéologiquement élastique sous l'appellation de « monde islamique ». Il peut permettre aussi de faire de la question de Palestine une simple affaire marginale alors qu'elle constitue le nœud gordien du monde arabe et de la région depuis son émergence, en tant que question historique, avec la promesse Balfour – Condoleezza Rice n'a-t-elle pas affirmé avec aplomb sur CNN et la Fox que la Palestine « *était une fiction mythique* » ? Et d'officialiser, à contrario, dans le nouveau dispositif stratégique, la place centrale occupée par l'appareil d'Etat israélien et ses outils militaires, largement subventionnés par le budget américain et dotés, ce faisant, d'une autonomie structurelle vis-à-vis de la société israélienne elle-même

Cette négation autorisera alors des tentatives visant à imposer de prétendues solutions au détriment de la justice et du droit, et notamment des principes du droit international – qu'il faut bien évidemment dissocier de certaines pratiques onusiennes et notamment de ces fameux « tribunaux pénaux » qualifiés abusivement « d'internationaux » qui, de l'Afrique aux Balkans jettent, hélas un fort discrédit sur certains appareils de l'Organisation internationale. Elle donnera la primauté aux rapports de force brutaux, et fera triompher la méthode du *fait accompli* comme principe premier des relations internationales. Elle provoquera des tensions renouvelées avec la Russie et la Chine, et déstabilisera les liens structurels que l'Europe tente maladroitement d'édifier avec ses riverains du Sud méditerranéen depuis la Conférence de Barcelone. Mais, surtout, elle accentuera les traumatismes des sociétés concernées, et notamment des sociétés arabes. Soumises depuis la fin de l'Empire Ottoman des chocs successifs, mal servies par des élites promptes au mimétisme au détriment de la réflexion autonome, ces sociétés qui se cherchent depuis un siècle dans une dynamique nationalitaire centripète et qui s'épuisent dans le contexte conflictuel de la question de Palestine risquent de nouveau d'être les cobayes d'un nouveau dessein impérial. La leçon irakienne peut servir d'exemple : au bout d'une série de justifications mensongères sur les motifs de l'aventure militaire, Washington a repris en argumentaire le leitmotiv de la question « démocratique » relayé par les perroquets locaux. On sait ce qu'il en est désormais de la « démocratie américaine » au pays de l'Entre-deux-Fleuves (dénomination historique), pays au bord de l'explosion et du chaos, et dont le salut ne peut venir, s'il n'est déjà trop tard, que du patriotisme et du degré de conscience des irakiens eux-mêmes.

Le même argumentaire « démocratique » est resservi maintenant et sans vergogne, de l'Atlantique à l'Indus. Façonnée sur le même modèle, la mise en application des objectifs américains aura pour conséquence d'aggraver le blocage des sociétés, et la paralysie de leurs ressorts de créativité interne. Leurs élites seront incapables ou empêchées de développer une réflexion autonome sur les besoins réels de leurs pays dans leur interaction et leur complémentarité, dans la durée avec leur voisinage. Elles seront contraintes de relayer le discours pré-mâché de la Banque Mondiale et du FMI, chargés de débayer le terrain au déploiement de l'imperium. Le nouveau « Grand Moyen-Orient » sera en réalité un nouvel espace de pillage économique, favorisé par les actuelles structures rentières et la marginalisation des secteurs productifs, notamment dans l'agriculture.

Les espaces sociaux (tant urbains que ruraux) et « nationaux » (mais le terme aura-il encore un sens ?) seront soumis à la distinction impériale entre zones dites « utiles » (utiles à l'imperium bien sûr, notamment les zones de production pétrolières) et les zones dites « inutiles » (le prototype ayant été déjà expérimenté à l'échelle du découpage » virtuel de l'Algérie dans les représentations américaines de ce pays), et jalonnés de garnisons militaires directement installées sur le territoire ou relayées localement, sous le couvert de « la lutte contre le terrorisme » par un système complexe alliant l'entraînement des troupes, l'accès et les facilités accordés aux différents appareils militaires ou même policiers américains, et l'installation pure et simple de bases américaines, comme à Djibouti et bientôt en Mauritanie.

Simultanément le « remodelage » pourra se jouer des souverainetés et des frontières actuellement reconnues, comme l'a laissé entendre en février dernier, dans une stupéfiante déclaration, un membre influent du conseil irakien de transition – nullement démenti par le proconsul Paul Bremer – lorsqu'il a affirmé que l'Irak américanisé se réservait la possibilité de « récupérer » à l'avenir, les provinces dont il avait été historiquement amputé, et plus particulièrement la... Jordanie et le Koweït !

Parallèlement à ce maillage par le moyen des systèmes de coercition, un autre filet idéologique se met en place, par le biais des tentatives d'imposer sur les ondes et les flux d'images, des émetteurs relayant l'idéologie de l'imperium à coup d'injection massive de millions de dollars, généreusement dispensés par le Congrès des Etats-Unis, comme c'est le cas pour la chaîne de télévision américaine dite, par humour noir sans doute, « Al-Hurra » (la libre) qui, depuis le 14 février 2004 arrose le Moyen-Orient. Ces actions de propagande aggraveront les repliements et les crispations sectaires, et loin de favoriser le débat de fond et le développement culturel des sociétés concernées, ils imposeront à celles-ci les conditions d'un conflit civil perpétuel.

C'est cette perspective chaotique qui s'offre désormais au monde arabe si nul sursaut n'intervient. Les Etats et les sociétés arabes ont-ils réellement pris la mesure du cataclysme constitué par l'occupation de la Mésopotamie et l'avancée dangereuse de la machine américaine à fabriquer du gâchis sous couvert d'imposer « l'ordre américain » ? Le spectacle qui s'offre aux yeux n'incite pas à l'optimisme, à l'heure où les dirigeants ne tremblent que pour les régimes, où nul sursaut intellectuel ne pointe l'horizon, où les peuples se préparent, hélas, à courber un peu plus l'échine sous le poids des vicissitudes et de l'immoralité de l'Histoire.

Rudolf el-KAREH

Février 2004